

Motion contre les attaques visant les étudiant·e·s étranger·e·s dans le PLF 2026

Motion présentée au CNESER par l'UNEF, l'UE et la FAGE

Le gouvernement de Sébastien Lecornu a présenté son projet de loi de finances pour 2026. Le gouvernement prévoit deux mesures particulièrement inquiétantes : une hausse de 50% de la taxe sur les demandes et renouvellements de visas étudiants, qui passeraient à 100€, ainsi que la suppression des APL pour l'ensemble des étudiant·e·s étranger·e·s hors Union européenne ne bénéficiant pas de la bourse sur critères sociaux, soit la quasi-totalité d'entre elles et eux. En effet, du fait des critères actuels d'attribution des bourses particulièrement défaillants et discriminants, ils et elles sont non éligible aux bourses par leur statut sans aucun rapport avec leur situation de pauvreté. Ces dispositions aggraveront drastiquement les conditions matérielles d'existence de centaines de milliers d'étudiant·e·s qui peinent déjà quotidiennement à se loger, se nourrir et se soigner.

Le CNESER condamne avec la plus grande fermeté les attaques sans précédent que le projet de loi contient contre les étudiant·e·s étranger·e·s hors Union européenne. Ces mesures constituent une offensive inacceptable contre des milliers de jeunes déjà fragilisé·e·s par des conditions matérielles d'existence précaires.

Le CNESER dénonce avec force le mensonge sur lequel repose la justification gouvernementale de ces mesures. Le PLF avance l'argument fallacieux d'un retrait des APL selon un "ciblage" selon lequel le statut de non-boursier serait synonyme de non-précarité. Cette affirmation est contredite par les données du CNOUS, qui révèlent que 62% des bénéficiaires des aides d'urgence des CROUS sont précisément des étudiant·e·s étranger·e·s. En cherchant à réaliser des économies budgétaires sur le dos des plus vulnérables par des arguments mensongers, le gouvernement ferme délibérément les yeux sur le risque de faire basculer plus de 300 000 jeunes dans une pauvreté encore plus profonde.

Ces attaques ciblées s'inscrivent dans une politique systématique et délibérée de précarisation des étudiant·e·s étranger·e·s menée sans relâche depuis 2019. Le plan cyniquement baptisé "Bienvenue en France" a ouvert la voie à l'instauration de frais différenciés dans toutes les universités accueillant des étudiant·e·s extracommunautaires. Ces tarifs exorbitants et discriminatoires constituent déjà une barrière financière à l'accès à l'enseignement supérieur.

Le gouvernement persiste pourtant à désigner les étudiant·e·s étranger·e·s comme responsables du déficit budgétaire des universités, une accusation aussi mensongère que méprisante.

Depuis des années, nous observons Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs tendre la main à l'extrême droite en adoptant progressivement son agenda xénophobe. Les étudiant·e·s étranger·e·s sont devenu·e·s la cible privilégiée de cette surenchère idéologique. Nous n'avons pas oublié les débats indécentes qui ont accompagné l'adoption de la loi immigration portée par Gérald Darmanin, durant lesquels des mesures aussi scandaleuses que les cautions retour ont été défendues par des parlementaires avant d'être finalement censurées par le Conseil constitutionnel.

Cette escalade dans la stigmatisation et la discrimination doit cesser immédiatement.

Au-delà des enjeux sociaux, le CNESER rappelle que l'accueil des étudiant·e·s étranger·e·s dans nos universités représente une richesse culturelle essentielle. Les échanges interculturels favorisent la diversité des perspectives et l'ouverture d'esprit. En stigmatisant et en précarisant les étudiant·e·s étranger·e·s, le gouvernement affaiblit la richesse culturelle de nos universités et prive l'ensemble des étudiant·e·s d'un lieu de formation enrichi par la diversité culturelle.

Le CNESER s'oppose fermement à l'instauration de toute forme de préférence nationale dans l'accès aux aides au logement pour les étudiant·e·s. Le CNESER exige du gouvernement qu'il cesse immédiatement de donner des gages à l'extrême droite en prenant constamment pour cible les étudiant·e·s étranger·e·s. **Le CNESER appelle au retrait immédiat de ces mesures du projet de loi de finances 2026 et à l'abandon définitif de toute politique discriminatoire à l'encontre des étudiant·e·s étranger·e·s.**